MEDIAPART

COP27 : L'URGENCE D'AGIR

COP27 : l'accord final échoue à nouveau sur la fin des énergies fossiles

Les deux semaines de pourparlers à Charm el-Cheikh en Égypte ont accouché d'un accord final minimaliste qui scelle la création d'un fonds pour les dégâts irréversibles causés par le réchauffement. Mais la sortie des énergies fossiles n'est pas mentionnée dans le texte.

Mickaël Correia

20 novembre 2022 à 12h58

Un accord qui s'attaque plus aux conséquences qu'aux causes des dérèglements climatiques. Telle est l'impression amère que laisse la lecture de l'accord final publié dans la nuit de ce samedi à dimanche à la COP27 de Charm el-Cheikh (Égypte).

Première historique, les 196 pays réunis à la table des négociations ont acté la création d'ici à l'an prochain d'un fonds financier pour lutter contre les « *pertes et dommages* », c'est-à-dire les dégâts irréversibles causés par les événements climatiques extrêmes liés au réchauffement.

Les États les plus vulnérables au changement climatique demandent depuis 1991 la création d'un mécanisme de financement international pour ces pertes et dommages. L'an dernier, à Glasgow, ces pays ont proposé un dispositif de solidarité financière. Mais les négociations avaient été sabotées par les émetteurs historiques de CO_2 que sont les États-Unis et l'Union européenne (UE).

Un homme pose pour une photo avec une maquette de la Terre lors la COP27 de Charm el-Cheik (Égypte), le 19 novembre 2022. © Photo : Mohamed Abdel Hamid / Anadolu Agency via AFP

À Charm el-Cheikh, après d'âpres pourparlers, l'Union européenne a finalement revu sa position, en se prononçant pour le lancement d'un fonds dédié, puis a rallié à sa cause les Américains. Difficile en effet de continuer à faire la sourde oreille face aux revendications des pays du Sud après les récentes inondations dévastatrices au Pakistan.

Les scientifiques jugent que le changement climatique a accru de 50 % ces précipitations tragiques. Or le Pakistan n'a contribué qu'à 0,3 % des émissions historiques mondiales mais figure en huitième position des pays les plus menacés au monde par les phénomènes climatiques extrêmes. Pour cette catastrophe, les pertes et dommages sont estimés à 30 milliards de dollars.

Pour alimenter ce futur fonds validé à la COP27, *« douze gouvernements et l'UE ont débloqué au total environ 360 millions de dollars pour les pertes et dommages. C'était encore impensable il y a quelques mois »*, indique Fanny Petitbon, responsable plaidoyer climat de CARE.

Une goutte d'eau, toutefois, dans l'océan de la solidarité climatique, puisque le coût des destructions liées au chaos climatique pourrait atteindre les 580 milliards de dollars par an d'ici à 2030. *« Il ne s'agit que d'un canot de sauvetage dans un ouragan qui se prépare »*, résume l'Alliance of Small Island States (AOSIS), coalition qui réunit 39 États insulaires.

« Le travail commence maintenant pour de vrai, notamment pour mobiliser les fonds nouveaux et additionnels nécessaires. Il reste également une question essentielle à résoudre : quels pays doivent y contribuer et quels pays pourront en bénéficier ? », a déclaré Friederike Röder, vice-présidente pour le plaidoyer de l'ONG Global Citizen. Puis de tempérer : *« Mais quelle est la crédibilité de nouveaux engagements, compte tenu de l'absence de progrès dans*

d'autres domaines clés ? »

Le tabou des énergies fossiles

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a, dans son sixième rapport publié cette année, souligné que la *« réduction substantielle »* des énergies fossiles fait partie des moyens les plus efficaces pour limiter l'emballement du climat. La combustion de charbon, celles de pétrole et de gaz sont en effet à l'origine de près de 90 % des émissions mondiales de CO_2.

L'an dernier à Glasgow, la déclaration finale de la COP26 mentionnait noir sur blanc la nécessité de *« diminuer progressivement le charbon »*. Une première dans l'histoire des sommets internationaux sur le climat. Pour cette COP27, l'Inde, avec l'appui de l'UE et des États-Unis, a poussé pour que soit notifiée dans la décision finale la sortie de toutes les énergies fossiles. Sans succès. Comme l'an dernier, le texte ne précise que *« l'abandon progressif »* du charbon et la fin des *« subventions inefficaces »* aux combustibles fossiles.

« L'influence de l'industrie fossile a été constatée dans tous les domaines, note Laurence Tubiana, une des architectes de l'accord de Paris de 2015 et directrice exécutive de la Fondation européenne pour le climat. *La présidence égyptienne a produit un texte qui protège clairement les États pétro-gaziers et les industries des combustibles fossiles. »*

> L'accord final de la COP27 est truffé d'éléments de langage de greenwashing utilisés par l'industrie fossile.

Les Saoudien·nes et les Russes ont freiné dans la nuit de samedi à dimanche les pourparlers autour de la décision finale de la COP27, refusant toute mention des énergies fossiles dans le texte. La Chine est quant à elle restée silencieuse sur le sujet. C'est que le pétrolier saoudien Aramco, le géant charbonnier China Energy et l'industriel russe Gazprom, tous trois des entreprises d'État, sont les trois multinationales les plus émettrices au monde.

Par ailleurs, 636 lobbyistes des industries fossiles se sont activés dans les couloirs de la COP27 pour maintenir le *business as usual* fossile. Ces représentants du pétrole, du gaz et du charbon étaient plus nombreux que les délégations nationales des dix pays les plus touchés par les dérèglements climatiques.

Résultat : l'accord final est truffé d'éléments de langage de *greenwashing* utilisés par l'industrie fossile. Le texte fait référence à *« la diversification des sources d'énergie »* (et non au remplacement définitif des énergies fossiles par des renouvelables), aux *« circonstances nationales »* de chaque pays, et suggère que les émissions liées aux énergies fossiles pourraient être réduites grâce aux très douteuses technologies de capture du carbone.

Pour Clément Sénéchal, chargé de campagne sur le climat à Greenpeace France, cette COP27 *« se termine avec un goût d'inachevé : aucune avancée sur la sortie des énergies fossiles depuis Glasgow. La communauté internationale continue de discuter d'un problème dont elle méprise les causes »*.

« Cela revient à remplir un tonneau percé avec une passoire : si les États ne sont pas prêts à faire les efforts indispensables pour mettre fin à l'exploitation des fossiles, les impacts et les pertes et dommages irréversibles ne feront que s'intensifier », commente Fanny Petitbon de CARE.

Des réductions d'émissions insuffisantes

L'accord final de Charm el-Cheikh réaffirme l'urgence de réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 pour rester sous 1,5 °C de réchauffement planétaire.

Le texte engage les pays à *« poursuivre les efforts pour limiter l'augmentation de température à 1,5 °C »* et *« reconnaît que la limitation du réchauffement de la planète à 1,5 °C nécessite des réductions rapides, profondes et durables des émissions »*.

La fenêtre d'opportunité pour rester sous le seuil de 1,5 °C se réduit à peau de chagrin. Selon l'équipe scientifique du Global Carbon Project, *« si les niveaux d'émissions actuels persistent, il y a désormais 50 % de chances que le réchauffement de 1,5 °C soit dépassé dans neuf ans »*.

Mais les actuels plans climat des États nous mettent sur une trajectoire de réchauffement d'*a minima* 2,5 °C à la fin du siècle. Et durant cette COP27, seuls l'UE, le Mexique ou encore la Turquie ont annoncé de nouveaux objectifs de réduction d'émissions. La Chine, le premier pays émetteur au monde, est restée aux abonnées absentes, cramponnée à son objectif d'atteindre la neutralité carbone d'ici à 2060.

> « L'objectif de 1,5 °C ne consiste pas simplement à maintenir un objectif en vie – il s'agit de maintenir les gens en vie. »
>
> António Guterres, secrétaire général des Nations unies.

« Nous devons drastiquement réduire les émissions maintenant et c'est une question à laquelle cette COP n'a pas répondu », a lâché António Guterres, le secrétaire général des Nations unies. Ce dernier avait rappelé en milieu de semaine : *« L'objectif de 1,5 °C ne consiste pas simplement à maintenir un objectif en vie – il s'agit de maintenir les gens en vie. »*

Les progrès en matière de finance de la transition et de l'adaptation au changement climatique demeurent pour leur part négligeables.

En 2009, lors de la COP15 à Copenhague (Danemark), les États les plus riches se sont engagés à verser chaque année, et au plus tard dès 2020, 100 milliards de dollars par an à destination des pays du Sud pour aider les nations les plus pauvres à effectuer leur transition écologique. Ces financements n'avaient atteint que 83,3 milliards de dollars en 2020.

L'accord final de la COP27 *« exprime sa vive inquiétude »* quant à cette promesse non tenue mais, comme le souligne Friederike Röder de Global Citizen : *« Le texte ne donne même pas d'indication que cet engagement sera tenu l'année suivante. Cette situation est inacceptable, surtout si on la met en perspective. En 2021, le soutien aux énergies fossiles a atteint 440 milliards de dollars au niveau mondial. La Coupe du monde de football devrait coûter 200 milliards de dollars. »*

Une diplomatie climatique à bout de souffle

Lors de l'ouverture de la COP27, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) a alerté sur le fait que les huit dernières années pourraient être les plus chaudes jamais mesurées. Alors que la première COP s'est déroulée en 1995 et que les émissions globales augmentent irrémédiablement, l'utilité même de ces sommets est à questionner.

« Les COP ne sont basées que sur des consensus et des engagements volontaires sans jamais questionner les règles de la mondialisation économique et financière débridée, à l'origine de la catastrophe climatique, explique à Mediapart Amy Dahan, chercheuse émérite au CNRS et historienne des négociations climatiques. A contrario*, l'Organisation mondiale du commerce et d'autres accords bilatéraux font appliquer des règles contraignantes et des sanctions qui protègent l'économie mondialisée. »*

Cette COP27, sponsorisée par la compagnie aérienne EgyptAir et Coca-Cola, le champion mondial de la pollution plastique, a aussi été une foire au *greenwashing* pour les États comme pour les industriels. Ainsi, durant les deux semaines de la COP27, quatorze accords gaziers internationaux ont été scellés ou annoncés. L'Allemagne a même signé la veille du sommet climatique mondial un partenariat avec l'Égypte pour s'approvisionner en gaz.

Enfin, dans une Égypte sous le joug du régime autoritaire d'Abdel Fattah al-Sissi, *« ce fut une COP silencieuse et craintive pour de nombreux militants »,* a rappelé Laurence Tubiana.

La prochaine COP se tiendra à Dubaï, aux Émirats arabes, en novembre 2023. Les États y discuteront du premier bilan mondial des efforts climatiques des pays, le mécanisme d'évaluation global de l'accord de Paris de 2015. Néanmoins, une étape cruciale pour freiner l'emballement climatique a d'ores et déjà lieu le mois prochain. À Montréal (Canada) se tiendra la COP15 de la Convention sur la biodiversité.

Les dirigeant·es du monde entier doivent y tenter de trouver un pacte international pour sauvegarder les écosystèmes, condition *sine qua non* pour lutter contre le changement climatique. Un sujet qui a été complètement éludé de l'accord final de Charm el-Cheikh.

Mickaël Correia

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Stéphane Alliès et Carine Fouteau

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

RCS Paris 500 631 932.

Numéro de CPPAP : 1224Y90071

N° ISSN : 2100-0735

Conseil d'administration : Fabrice Arfi, Jean-René Boisdron, Carine Fouteau, Edwy Plenel, Sébastien Sassolas, James Sicard, Marie-Hélène Smiéjan.

Actionnaires directs et indirects : Société pour l'Indépendance de Mediapart, Fonds pour une Presse Libre, Association pour le droit de savoir

Rédaction et administration : 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Propriétaire, éditeur, imprimeur : Société Editrice de Mediapart

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonnés de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 11 place Charles de Gaulle 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.